

Impact de la crise économique sur Africa n° 1 et Radio Gabon

Les employés broient du noir

Carole Moussavou

Aujourd'hui, nous commençons une série de reportages pour montrer comment la crise est vécue par les Gabonais dans les administrations et les entreprises publiques et privées en difficulté financière. Nous portons notre premier regard sur les médias.

A cet effet, les agents d' Africa n° 1 vivent un calvaire depuis 9 mois. « *Malgré les promesses qui nous ont été faites par les autorités, aucune d'entre elles n'a, jusqu'ici, été réalisée. Nous restons sans salaire et sans paiement des arriérés de salaires depuis 9 mois. Nous sommes donc au bord de la déprime. S'il faut que nous entrions en grève, nous le ferions. Il faut rappeler que la grève n'a été que suspendue ici à Africa n° 1. Mais nous ne voulons pas donner de raisons supplémentaires à ceux qui nous pourfendent malgré la situation que nous subissons* », a déclaré Jérémie-Gustave Nzamba au micro de la presse.



Autrefois fierté nationale, Africa n° 1 n'est plus qu'une loque, une station de radion à l'agonie.

Le rédacteur en chef, Jean-Christ Mandama, confirme les dires de son collègue. « *Ça fait 9 mois que nous n'avons pas perçu nos salaires. Vous savez, en Afrique, lorsque vous travaillez, vous élevez non seulement vos enfants, mais aussi les neveux, les nièces. Donc, c'est au moins une vingtaine de personnes à nourrir. Et quand on n'arrive pas à le faire, c'est très difficile. Les juristes peuvent le qualifier de génocide.* Je dirais

non-assistance à personne en danger ».

Le même drame social est vécu par les agents de Radio Gabon et de Gabon Télévisions. « *Les agents de Radio Gabon et de Gabon Télévisions ne sont toujours pas payés, déclare Aminata Ondo, la présidente du Synapap. Et il y a aussi des responsables qui ne sont pas payés. Bienvenue au club ! Ils se sont tapés de gros salaires. Ils sont grassement payés au détriment des agents. Au-*

jourd'hui, il y a cessation de paiement et tout le monde est dans le même panier. La crise est multiforme et entraîne le découragement des agents. On ne peut pas venir au travail lorsqu'on ne peut pas manger à sa faim, se prendre en charge et scolariser ses enfants. Nous sommes un établissement public qui génère des recettes qui doivent être bien managées. Or, lorsqu'un établissement comme le nôtre qui, en plus de ses propres recettes, a aussi une subvention de l'Etat, ne peut pas payer son personnel, ni s'équiper, il y a problème. J'ai toujours parlé du milliard. Nous faisons des recettes d'un milliard de Fcfa par an depuis 6 ans. L'arme du syndicat, c'est la négociation. Et lorsqu'on ne peut plus négocier, on entre en grève. Jusqu'à ce jour, nous avons toujours privilégié la négociation. Il faut donc que les uns et les autres essayent de mettre de l'eau dans leur vin ».